

APPEL aux travailleurs, aux allocataires sociaux, aux jeunes, aux syndicalistes pour :

- ⇒ **Le REJET et donc le RETRAIT du plan antisocial que l'Union européenne veut imposer comme base de formation d'un nouveau gouvernement en Belgique**
- ⇒ **Le MAINTIEN au niveau fédéral de la sécurité sociale, du droit du travail et des conventions collectives**
- ⇒ **La DEFENSE de l'indépendance de nos organisations syndicales**

Nous sommes à la veille des vacances. Il est clair que l'été va être mis à profit pour constituer un gouvernement antisocial. Nous sommes entrés dans une phase d'une gravité exceptionnelle. Tout le monde ne partant pas en vacances en même temps, les organisations syndicales sont parfaitement capables, si leurs dirigeants le décident, de faire entendre leur voix et de mobiliser à tout moment. **C'EST POURQUOI NOUS LANÇONS CET APPEL QUI EST UN CRI D'ALARME.**

Le 7 juin 2011, la Commission européenne a adressé à la Belgique une série de «recommandations» qui sont en fait des ordres. Tout notre «modèle social» est menacé : remise en cause des négociations collectives, de l'indexation automatique des salaires et des allocations sociales, des cotisations patronales à la Sécu sur les bas salaires, des allocations de chômage, des prépensions. Report de l'âge de la pension. Accroissement de l'austérité et diminutions des investissements publics. Etc.

Dès le 9 juin, l'Open VLD, la N-VA puis le CD&V ont fait savoir au formateur Di Rupo que le plan de la Commission européenne doit constituer la base de formation d'un nouveau gouvernement. Le MR est allé dans le même sens en affirmant que les «réformes» des pensions et du marché du travail constituaient une priorité. Ces partis font maintenant pression sur le formateur et président du PS, Elio Di Rupo, en affirmant : «*Elio va vraiment devoir s'élever au-dessus des partis, du sien en particulier*» (*La Libre Belgique*, 16/6/11). En d'autres termes il est exigé des dirigeants socialistes qu'ils trahissent leur électoral alors qu'ensemble PS et SP.a forment la première «famille» politique du pays !

CETTE DETTE N'EST PAS LA NOTRE ! Les travailleurs et les allocataires sociaux n'ont pas à payer un seul euro pour elle et encore moins à renoncer à leurs conquêtes sociales !

Ainsi, comme elle vient de le faire pour le Portugal, la Commission européenne dicte le programme d'un futur gouvernement, cela au nom de la réduction de la dette publique. Mais la seule raison du niveau actuel de la dette, ce sont les milliards d'euros déversés en quelques semaines par l'Etat belge pour sauver les spéculateurs et un système financier et capitaliste qui est pourtant à l'origine de la crise. Cela tout en se refusant à nationaliser les banques qui, de ce fait, se sont remises à spéculer, y compris sur la dette des Etats qu'elles ont elles-mêmes provoquée ! Les travailleurs et allocataires sociaux ne sont pas responsables de cette dette et n'ont pas à en rembourser un seul euro.

Le patronat veut la formation durant l'été d'un gouvernement appliquant le plan de la Commission européenne

Le Voka (l'organisation du patronat flamand) a déclaré que "toutes les réformes préconisées par la Commission rejoignent ce que nous demandons depuis des années". En conséquence le VOKA appelle l'UWE (l'organisation du patronat wallon) à constituer ensemble un groupe de pression pour la mise en place d'un gouvernement qui applique le plan de la Commission européenne. Le patronat de toute la Belgique sait qu'un tel plan passerait plus facilement si l'on utilisait la régionalisation pour démanteler nos conquêtes sociales. C'est la raison des négociations en cours sur le transfert de compétences et la «responsabilisation» des Régions et Communautés. Derrière l'écran «communautaire», on trouve les exigences du patronat qui cherche le meilleur moyen de les imposer.

Défendons l'indépendance de nos syndicats vis-à-vis de la Commission européenne et du gouvernement belge !

La Commission européenne veut nous imposer son plan «en consultation avec les partenaires sociaux» (Belga, 7/6/2011). Elle veut que nos organisations syndicales s'impliquent dans le processus d'adoption de son plan antisocial par le Parlement belge. C'est dans ce sens que le premier ministre Leterme a déjà lancé un appel à la reprise du «dialogue social». On veut ainsi nous refaire le coup de l'AIP (accord interprofessionnel) en bien pire encore. Aucun travailleur ne peut accepter que son syndicat renonce à les défendre.

La FGTB a adopté lors de son congrès du 3 juin 2010 une motion qui affirme que «*la sécurité sociale, les conventions collectives, le droit du travail appartiennent aux travailleurs et à eux seuls. Leurs organisations syndicales, et elles seules, ont mandat d'en assurer la gestion et d'en garantir la continuité.*» Cette motion concluait : «*En conséquence, tous les responsables politiques doivent savoir que tout ce qui mettrait en danger ces conquêtes sociales entraînerait immédiatement une riposte syndicale massive.*» Il est maintenant l'heure pour les responsables de la FGTB d'appliquer cette motion et –comme ont tenté de le faire beaucoup de militants lors du combat contre l'AIP- d'entraîner la CSC dans la mobilisation. Seule une telle mobilisation de masse peut imposer aux dirigeants du PS et du SP.a de respecter les engagements pris envers leurs électeurs. Nous devons tuer dans l'œuf le plan antisocial que la Commission européenne veut nous imposer via le futur gouvernement.

Au moment où tous les syndicats dénoncent le «pacte pour l'euro», aucun travailleur ne pourrait comprendre que les responsables des syndicats laissent se constituer tranquillement durant l'été un gouvernement dont l'objectif essentiel est d'appliquer en Belgique le «pacte pour l'euro». Il est de la responsabilité des syndicats d'exiger que le plan de la Commission européenne soit immédiatement retiré des négociations politiques en cours parce qu'il ne pourrait conduire qu'à un gouvernement de destruction de nos droits.

Cet appel est lancé à l'initiative du *Comité Unité-Eenheid* – 17/6/2011

contact : Y.Eeckman, Avenue Charles Gilisquet, 51, 1030 B - info@eenheid-unite.be

www.comiteunite-eeenhedscomite.be